



lundi 16 janvier 2017

Les grands titres:

- Syrie : des agences onusiennes réclament un accès humanitaire immédiat auprès des personnes assiégées
- Le HCR salue les efforts de l'Europe pour les sauvetages en mer Méditerranée
- Soudan du Sud : l'ONU dénonce l'impunité après les graves violations des droits de l'homme en juillet 2016
- RDC : l'ONU s'engage à aider à trouver des solutions durables pour les éléments sud-soudanais désarmés
- Afrique du Sud : ouverture d'un Forum de l'ONU sur les données au service du développement durable
- Soudan du Sud : la Mission de l'ONU confirme la poursuite des discussions sur la Force de protection régionale
- L'ONU publie un manuel sur la lutte contre l'extrémisme violent dans les prisons
- L'ONU alerte sur la fragilisation des droits de l'enfant dans un contexte de turbulences
- Burkina Faso : le PAM développe un projet autour du lait pour la nutrition des enfants
- Le Forum des Nations Unies sur les données étudie comment améliorer et moderniser les systèmes statistiques nationaux

Syrie : des agences onusiennes réclament un accès humanitaire immédiat auprès des personnes assiégées



UN
garçon pousse une chaise roulante dans une rue remplie de débris du quartier d'Al-Mashatiyeh dans la partie est d'Alep, en Syrie. Photo: UNHCR/Bassam Diab

16 janvier - Cinq hauts responsables des Nations Unies ont réclamé lundi dans un communiqué conjoint un accès humanitaire immédiat auprès des personnes toujours assiégées en Syrie.

« Alors que les efforts pour mettre pleinement en œuvre un cessez-le-feu en Syrie continuent, nous lançons à nouveau un appel pour un accès immédiat, inconditionnel et sûr pour atteindre les enfants et les familles qui sont encore coupés de l'aide humanitaire dans tout le pays », ont déclaré dans ce communiqué la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (OCHA), Stephen O'Brien, la Directrice générale de



l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Dr Margaret Chan, et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi.

Ils ont noté qu'en Syrie actuellement, il y a 15 zones assiégées où près de 700.000 personnes, dont environ 300.000 enfants, restent encore piégées. Près de cinq millions de personnes, dont plus de deux millions d'enfants, vivent dans des zones extrêmement difficiles à atteindre avec de l'aide humanitaire en raison des combats, de l'insécurité et d'un accès restreint.

« A travers toute la Syrie, les gens continuent de souffrir parce qu'ils manquent des éléments de base pour subsister et en raison du risque continu de violence. Nous – c'est-à-dire le monde entier - ne devons pas rester silencieux alors que les parties au conflit continuent d'utiliser la privation de nourriture, d'eau, de fournitures médicales, et d'autres formes d'aide comme arme de guerre », ont dit les hauts responsables onusiens.

« Les horreurs du siège des quartiers de l'est d'Alep ont disparu de la conscience de l'opinion publique - mais il ne faut pas laisser les besoins, la vie et l'avenir du peuple de Syrie disparaître de la conscience du monde », ont-ils ajouté. « Nous ne devons pas laisser se répéter en 2017 les tragédies de 2016 en Syrie ».

Le HCR salue les efforts de l'Europe pour les sauvetages en mer Méditerranée



Des réfugiés et migrants débarquent d'un navire espagnol à Palerme en Sicile en mai 2016. Photo UNICEF/Ashley Gilbertson VII

16 janvier - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité dimanche de l'intervention des garde-côtes italiens qui, en collaboration avec Frontex, l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, ont porté secours à quelque 1.500 personnes à bord d'embarcations confrontées à une mer démontée et à des conditions dégradées en Méditerranée ces trois derniers jours.

« Vu le début tragique de l'année 2017 en Méditerranée, je suis vraiment encouragé de constater que la première priorité est de sauver des vies humaines, comme en témoignent les opérations de sauvetage menées par les garde-côtes italiens et Frontex qui n'ont pas hésité à braver de violentes intempéries pour porter secours à un si grand nombre de personnes », a déclaré le chef du Bureau du HCR pour l'Europe, Vincent Cochetel, dans un communiqué de presse.

Des sauvetages opérés au large des côtes libyennes

Après le naufrage connu d'au moins une embarcation légère et surchargée au large des côtes libyennes, les autorités européennes ont repêché au moins huit corps sans vie. Selon les garde-côtes italiens, un navire français opérant dans le cadre des opérations de Frontex a repéré et secouru samedi quatre personnes dérivant en haute mer à une distance de 30 à 40 miles (48 à 64 kilomètres) au large des côtes libyennes.

Selon les premiers témoignages des survivants, au moins 100 personnes avaient embarqué à bord d'un canot pneumatique qui s'est dégonflé à environ 48 à 64 kilomètres au large de la Libye, entre Tripoli et Misrata. Dans la nuit de samedi à dimanche, les garde-côtes italiens ont par ailleurs secouru 34 personnes à proximité d'une plateforme pétrolière, à environ 88 kilomètres au large des côtes libyennes.

Les autorités italiennes font également état de trois survivants qui avaient été repêchés lors d'une autre opération de sauvetage et qui sont décédés d'hypothermie depuis lors, ainsi que de deux autres personnes mortes de suffocation à bord du canot pneumatique.

Souffrances physiques et psychologiques

Les victimes et les survivants secourus lors des récents efforts de sauvetage ont été débarqués samedi à Lampedusa et dimanche dans la ville portuaire de Messine, sur la côte nord-est de la Sicile. Des employés du HCR ont apporté leur assistance durant les opérations et les obsèques des victimes.

« Les survivants, tant réfugiés que migrants, ont traversé d'inimaginables souffrances physiques et psychologiques », a souligné M. Cochetel, précisant que le HCR travaillera en étroite collaboration avec les autorités pour les orienter vers les services de santé.

Avec plus de 5.000 décès enregistrés, l'année 2016 a été la plus meurtrière de toutes en Méditerranée, un chiffre à comparer aux 3.771 morts dénombrés en 2015.

Pour le HCR, le début meurtrier de l'année 2017 souligne l'urgence pour les États d'intensifier les procédures d'accueil des réfugiés — qu'il s'agisse de réinstallation, de parrainage privé ou de regroupement familial — afin que ces derniers n'aient pas à s'en remettre à des passeurs qui les entraînent dans ces traversées périlleuses.

Soudan du Sud : l'ONU dénonce l'impunité après les graves violations des droits de l'homme en juillet 2016



Des enfants ont été tués, violés et enlevés dans une série d'attaques dans l'Etat d'Unité au Soudan du Sud. Photo: UNICEF/Porter

16 janvier - Six mois après les combats qui se sont déroulés entre le 8 et le 12 juillet 2016 à Juba, au Soudan du Sud, la violence reste très répandue dans le pays et les violations des droits humains se poursuivent sans relâche, selon un rapport des Nations Unies publié lundi.

Ce [rapport](#) de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et du Bureau des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) détaille les graves violations des droits humains - dont des meurtres et des viols collectifs - et du droit humanitaire commises à Juba pendant et après les combats en juillet.

Lors des affrontements entre l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition, « les belligérants ont ignoré de manière flagrante le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire », souligne le rapport.

« Des informations documentées et vérifiées par la division des droits de l'homme suggèrent que des centaines de personnes, y compris des civils, ont été tuées et beaucoup d'autres blessées pendant les combats dans diverses parties de Juba », indique le rapport. « De plus, la MINUSS a documenté 217 victimes de viol, y compris des viols commis par l'APLS, l'APLS dans l'opposition et d'autres groupes armés pendant et après les combats, entre le 8 et le 25 juillet. Selon les témoignages des victimes et des témoins, la plupart des cas de violence sexuelle ont été commis par des soldats de l'APLS, des policiers et des membres des services de sécurité nationale (NSS) ».

Selon le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, les combats qui ont éclaté en juillet 2016 ont constitué « un sérieux revers pour la paix au Soudan du Sud et ont montré combien la situation dans le pays est instable ».

Au total, près de 1,4 million de Sud-Soudanais ont fui vers d'autres pays et 1,8 million d'autres sont déplacés dans leur propre pays. « En l'absence de tout semblant de justice et de responsabilité pour les violations perpétrées, y compris les possibles crimes de guerre, ces explosions de violence pourraient rapidement augmenter. Des mesures concrètes pour stopper cette escalade doivent être prises de toute urgence, en commençant par la justice et la responsabilité », a dit M. Zeid.

Le rapport insiste sur la nécessité de la lutte contre l'impunité pour toutes les violations des droits de l'homme. Il exhorte le gouvernement national de transition à prendre des mesures pour « briser le cycle de la violence et de l'impunité » et pour appuyer pleinement l'établissement et l'opérationnalisation rapide par l'Union africaine de la Cour hybride pour le Soudan du Sud.

Le rapport recommande également à l'État de veiller à ce que toutes les victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire aient accès à une réparation juste et équitable, notamment une indemnisation et une réhabilitation.

Selon l'ONU, la situation des droits de l'homme reste grave au Soudan du Sud. Dans la région de Grand Équatoria, le Bureau des droits de l'homme de l'ONU a reçu des informations crédibles faisant état de violations graves des droits de l'homme commises par l'APLS et le l'APLS dans l'opposition à Yei et aux alentours. En conséquence, des milliers de civils ont fui Yei et les villes environnantes. Ils ont cherché refuge dans d'autres régions et dans les pays voisins.

RDC : l'ONU s'engage à aider à trouver des solutions durables pour les éléments sud-soudanais désarmés



L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit. Photo ONU/JC McIlwaine

16 janvier - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC), Maman Sidikou, ont entamé le 12 janvier une série de consultations conjointes à Goma et à Kinshasa pour examiner la question de la présence d'éléments sud-soudanais de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (APLS – O) dans l'est de la RDC.

A Goma, en plus de recevoir des exposés d'experts humanitaires et juridiques, les responsables de l'ONU ont rencontré le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, des anciens combattants de l'APLS-O hébergés dans le camp de Munigi, a précisé la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) dans un communiqué de presse publié lundi.

M. Paluku a exprimé de graves préoccupations quant au risque de déstabilisation accrue de la situation au Nord-Kivu si les éléments de l'APLS-O ne sont pas réinstallés ailleurs le plus tôt possible. Il a demandé le soutien des Nations Unies pour faciliter le transfert de ces éléments sans plus tarder.

Les éléments de l'APLS-O ont exprimé leur profonde gratitude à la MONUSCO pour ses efforts et son soutien. En renonçant à toute intention de reprendre les combats, ils ont demandé le soutien de l'ONU pour retrouver leurs familles dans la région.

MM. Djinnit et Sidikou ont réitéré l'engagement des Nations Unies à aider à trouver des solutions concernant la présence de ces éléments, en coopération et en consultation avec les autorités de la RDC et des autres pays de la région, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Union africaine.

« L'ONU est déterminée à travailler avec le gouvernement de la RDC, les pays concernés de la région, l'IGAD et l'UA pour trouver des solutions durables pour ces éléments et soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan du Sud », a déclaré M. Djinnit. « Nous devons faire tout ce qui est possible pour éviter la propagation en RDC de la crise au Soudan du Sud, ce qui aurait un impact grave sur les populations qui vivent dans une région sur laquelle pèsent déjà les activités de nombreux groupes armés illégaux ».

A Kinshasa, les responsables de l'ONU ont rencontré plusieurs responsables gouvernementaux, avec lesquels ils ont convenu de créer un comité technique conjoint chargé d'élaborer des solutions pour la réinstallation des ex-combattants de l'APLS-O. Le comité devrait tenir sa première réunion le 18 janvier 2017.

« Je me réjouis de la décision du gouvernement de créer un comité technique, conjointement avec la MONUSCO, pour résoudre la question des éléments de l'APLS-O se trouvant sur des sites de la MONUSCO. Je suis persuadé que cela permettra d'approfondir la coopération de la Mission avec le gouvernement », a souligné M. Sidikou.

Afrique du Sud : ouverture d'un Forum de l'ONU sur les données au service du développement durable



Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales (2e à partir de la gauche), devant la presse au Forum de l'ONU sur les données au Cap, en Afrique du Sud. Photo ONU/Mbongiseni Mndebele

d'un sommet de l'ONU il y a deux ans”, a souligné le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, Wu Hongbo, lors d'une conférence de presse à l'ouverture du Forum.

15 janvier - Le Forum mondial des Nations Unies sur les données s'est ouvert dimanche dans la ville sud-africaine du Cap, avec plus de 1.500 experts qui vont discuter des moyens de construire un large consensus sur la façon d'exploiter les données au service du développement durable.

Organisé par l'ONU en coopération avec le gouvernement sud-africain, ce rassemblement qui doit durer quatre jours est destiné aussi à obtenir un soutien pour un nouveau plan d'action global.

“Ce Forum intervient à un moment crucial pour le renforcement des données et des capacités statistiques à l'échelle mondiale. Les pays du monde entier se mobilisent pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qu'ils ont adopté lors d'un sommet de l'ONU il y a deux ans”, a souligné le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, Wu Hongbo, lors d'une conférence de presse à l'ouverture du Forum.

“Pour ce faire, il est essentiel de disposer de données précises, fiables, actualisées et détaillées. Nous devons atteindre toute une série d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux inclus dans ce programme développement durable. Cela nécessitera que tout le monde dans la communauté des statistiques et des données – qu'il s'agisse des gouvernements, du secteur privé et des communautés de scientifiques et d'universitaires – trouve des façons de travailler ensemble dans différents domaines et crée des partenariats et des synergies”, a-t-il ajouté.

M. Wu a souligné que le Programme 2030 pose d'énormes défis pour la communauté statistique, en ce qui concerne la modernisation et l'amélioration de ses capacités, de sorte que tous les bureaux nationaux de statistiques deviennent des centres fournissant les données nécessaires pour élaborer les politiques et assurer un suivi aux niveaux national, régional et mondial.

“Pour ce faire, nous aurons besoin que les gouvernements, les organisations internationales, les entreprises, les universités et la société civile unissent leurs forces et travaillent ensemble”, a-t-il dit.

Les travaux de fonds du Forum débiteront lundi, avec près de 100 sessions et événements programmés d'ici mercredi.

Soudan du Sud : la Mission de l'ONU confirme la poursuite des discussions sur la Force de protection régionale



Une délégation du Conseil de sécurité visite un site de protection des civils au Soudan du Sud. Photo MINUSS/Eric Kanalstein

15 janvier - La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a confirmé ce weekend qu'elle continuait ses discussions avec le gouvernement national de transition sud-soudanais sur la Force de protection régionale comptant de 4.000 soldats, qui a été autorisée par le Conseil de sécurité en août dernier mais n'a toujours pas été déployée.

La MINUSS « confirme qu'en vue de l'arrivée de la Force de protection régionale, elle continue de mener des discussions avec le gouvernement national de transition sur les diverses modalités de la nouvelle force, y compris sur l'endroit où elle sera déployée à Juba », a déclaré le bureau du porte-parole de la Mission.

Cette confirmation intervient à la suite d'informations dans les médias suggérant que le gouvernement aurait changé sa position sur le déploiement de la Force.

« Il convient de rappeler que dans sa résolution 2304 le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé que les niveaux de la force de la MINUSS devraient être portés à un plafond de 17.000 soldats, y compris 4.000 pour une Force de protection régionale. Cela a été réaffirmé par la résolution 2327 du Conseil de sécurité, qui a renouvelé récemment la Mission des

Nations Unies au Soudan du Sud pour un an », a ajouté le porte-parole.

La MINUSS a également noté que le gouvernement national de transition a confirmé son accord « sans condition » au déploiement de la Force de protection régionale.

L'ONU publie un manuel sur la lutte contre l'extrémisme violent dans les prisons



couloirs d'une prison. Photo: ONUSIDA/D. Gutu

16 janvier - Alors que de nombreux pays sont actuellement confrontés aux menaces de l'extrémisme violent, l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime (ONUDC) a récemment publié un nouveau [manuel](#) pour combattre ce fléau qui sévit également dans les prisons.

Produit par la section justice de l'ONUDC avec la contribution de 35 praticiens de 25 États membres et de 30 experts des Nations Unies, d'autres organisations internationales, d'instituts de recherche et d'organisations de la société civile, ce document constitue le premier outil d'orientation technique de l'ONU pour traiter la radicalisation de la violence et l'extrémisme violent dans les prisons.

D'une utilité particulière pour le personnel pénitentiaire et les décideurs politiques dans le monde, le manuel fournit des conseils pratiques sur la gestion des prisonniers extrémistes violents, la prévention de la radicalisation de la violence dans les prisons ainsi que sur les interventions destinées à écarter les prisonniers extrémistes violents de la violence et à faciliter leur réinsertion sociale dès leur libération.

Comment gérer les extrémistes violents qui se retrouvent sous la garde de l'État ?

Le Directeur exécutif adjoint de l'ONUDC, Aldo Lale-Demoz, a souligné la nécessité d'intégrer étroitement toute intervention visant les prisonniers extrémistes violents dans les efforts plus vastes de réforme des prisons.

« La surpopulation, les mauvaises conditions et infrastructures des prisons, l'insuffisance des capacités de gestion des prisons et la corruption, par exemple, sont tous des facteurs qui empoisonnent les tentatives pour prévenir et combattre efficacement l'extrémisme violent dans les prisons », a déclaré M. Lale-Demoz à l'occasion de la présentation du manuel.

Le manuel encourage une approche visant à renforcer les composantes clés de la gestion des prisons, y compris dans les domaines de la formation du personnel pénitentiaire, de la gestion des risques et des efforts de réhabilitation. Il met également contre les « solutions miracles » lorsqu'il s'agit de la gestion des prisonniers extrémistes violents.

En outre, pour s'attaquer au nombre croissant de demandes d'assistance technique présentées par des États Membres confrontés à la question de l'extrémisme violent dans les prisons, l'ONUDC renforce son engagement dans ce domaine par le biais du Programme mondial sur la lutte contre l'extrémisme violent dans les prisons.

De manière générale, l'ONUDC souligne que les attaques lancées par des extrémistes violents causent plus que des pertes de vie et des dommages économiques. Elles peuvent semer les graines de la division entre les communautés et donner lieu à des vues de plus en plus réactionnaires et extrémistes dans d'autres parties de la société.

L'ONU alerte sur la fragilisation des droits de l'enfant dans un contexte de turbulences



Gilmore, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

16 janvier - A l'ouverture des travaux de la 74e session du [Comité des droits de l'enfant](#) lundi à Genève, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, [Kate Gilmore](#), a attiré l'attention sur l'impact dévastateur de l'aggravation des migrations internationales et de la crise des réfugiés sur les droits de millions d'enfants à travers le monde.

« Un migrant sur huit est un enfant », a rappelé Mme Gilmore, avant d'ajouter que 26 millions d'enfants sont déplacés à cause des conflits.

L'intégration d'une approche des droits de l'enfant dans la planification et la mise en œuvre des politiques de santé pour les enfants et des lois intéressant la justice juvénile est par ailleurs jugée insuffisante par la Haut-Commissaire adjointe. « Tout ceci empêche les enfants et les adolescents d'accéder à une vie meilleure », a souligné Mme Gilmore.

La numéro deux du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a souligné que le monde comptait la plus importante génération d'adolescents jamais connue. « Cette génération d'aujourd'hui est celle du développement durable », a-t-elle rappelé. « Elle constitue le plan de succession de ce monde alors que beaucoup d'enfants se retrouvent privés de leurs droits et font face à de nombreuses discriminations ».

220 millions d'enfants vivent dans des zones de conflits

Le Comité s'est joint à d'autres experts pour demander aux gouvernements d'assurer la mise en œuvre de la Convention la plus ratifiée dans le monde, s'agissant plus particulièrement des enfants les plus vulnérables: les filles, les enfants ayant un handicap, les enfants vivant dans la pauvreté, les enfants des minorités et les enfants victimes de violence.

Le Président du Comité des droits de l'enfant, [Benyam Dawit Mezmur](#), a également rappelé qu'environ 220 millions d'enfants vivent dans des zones de conflits, notamment en Afghanistan, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et en Iraq. Dans ces zones de conflits, un enfant sur deux souffre de problèmes de croissance. Le terrorisme et les politiques de lutte contre le terrorisme ont des impacts négatifs sur les droits de l'enfant, a en outre rappelé le Président. Il a ajouté que la crise des migrations et des réfugiés a déraciné, à travers le monde, près de 50 millions d'enfants qui sont aujourd'hui vulnérables à la violence et à l'exploitation.

M. Mezmur a d'autre part souligné que le grand nombre d'incidents intervenus depuis la dernière session concernant les droits de l'enfant rappelle que la Convention joue un rôle plus important aujourd'hui encore que par le passé.

Lors de cette 74e session qui durera jusqu'au 3 février 2017, le Comité examinera successivement les rapports présentés par les États suivants au titre de la Convention: la Barbade, l'Estonie, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, la Serbie, la Géorgie et le Malawi. Il examinera également les rapports soumis par la République démocratique du Congo et le Malawi au titre du Protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que les rapports de l'Estonie et du Malawi au titre du Protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés.

Burkina Faso : le PAM développe un projet autour du lait pour la nutrition des enfants



Une famille partageant un repas au Burkina Faso.
Photo : OCHA / Ivo Brandau

16 janvier - Au Burkina Faso, dans une région où les taux d'inscription scolaire sont très faibles, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a mis en place des cantines scolaires pour réduire le taux de malnutrition et garder les enfants à l'école. Pour obtenir de meilleurs résultats, il s'est associé à un groupe de femmes spécialistes du traitement du lait.

Le 'projet laitier', appelé dans ce pays « l'or blanc du Sahel », a débuté en 2015 à Dori, l'une des zones les plus pauvres et les plus vulnérables au Burkina Faso.

Ce projet implique l'utilisation de produits locaux dans les repas scolaires : chaque jour, 3.460 enfants, inscrits dans plus de 20 écoles de la région, reçoivent des yaourts produits localement.

« Nous sommes très satisfaits des résultats de ce projet. Il y a un an, il était difficile d'imaginer que nous puissions servir du yaourt frais à tous ces enfants chaque jour. Il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour l'élargir à des milliers d'autres enfants à travers le Sahel, mais la communauté a pris en main le projet », s'est félicité le Directeur du PAM au Burkina Faso, Jean Charles-Dei.

Pour sensibiliser le public à ce projet et aux efforts du PAM pour éliminer la faim, Christian Abegan, un chef de renommée internationale, a préparé un menu spécial à base de produits locaux pour les enfants de Dori le 12 janvier. « Pour moi, la cuisine est un acte d'amour, et je veux juste partager cette émotion avec ces enfants et ce village. J'ai été inspiré par leurs efforts conjoints pour construire une meilleure communauté et donner à leurs enfants la possibilité d'avoir une vie saine », a-t-il expliqué.

Au Burkina Faso, le taux national de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a augmenté pour atteindre 10,4% en 2015. Le taux de retard de croissance causé par la malnutrition chronique était de 30,2%. Une étude dirigée par l'Union africaine a conclu que la dénutrition chez les enfants coûtait au pays environ 7,7% du PIB par an.

Le Forum des Nations Unies sur les données étudie comment améliorer et moderniser les systèmes statistiques nationaux



Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales s'exprimant à la session d'ouverture du Forum mondial des Nations Unies sur les données au Cap, en Afrique du Sud. Photo: Mbongiseni Mndebele

16 janvier - Alors que la communauté statistique est confrontée à une série de défis avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est impératif de moderniser et d'améliorer les capacités et de coopérer à un niveau véritablement mondial, a déclaré lundi un haut responsable de l'ONU lors d'un forum d'experts au Cap, en Afrique du Sud.

« Pour réussir, il faut que toutes les groupes représentés dans cette salle remplissent leur rôle et trouvent des moyens de travailler ensemble et de créer des partenariats et des synergies », a déclaré Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, à la session d'ouverture du Forum mondial des Nations Unies sur les données.

M. Wu a souligné que des données exactes, fiables et détaillées sont essentielles pour atteindre les 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui ont été adoptés lors d'un sommet des Nations Unies en septembre 2015.

« Ce Forum a lieu à un moment crucial pour renforcer les capacités en termes de données et de statistiques dans le monde. Nous avons entamé la deuxième année de mise en œuvre du Programme 2030, un programme qui guidera les efforts de développement international et les politiques nationales d'ici 2030 », a ajouté le Secrétaire général adjoint.

En particulier, les bureaux nationaux de statistique ont un rôle clé à jouer, et il est donc, selon lui, essentiel de renforcer les capacités statistiques nationales dans les pays où les ressources financières et humaines en matière de statistiques manquent.

Outre la séance plénière d'ouverture intitulée 'Exploiter le pouvoir des données pour le développement durable', la journée de lundi incluait des sessions sur les grandes innovations en matière de données; la visualisation des données et des tableaux de bord pour soutenir le Programme 2030; les initiatives récentes visant à améliorer les capacités en matière de statistiques sur les migrations et les réfugiés; et l'intégration des droits de l'homme dans la collecte et la diffusion des données.